



LE 10 SEPTEMBRE : PAR NOS GRÈVES ET NOS ACTIONS, ORGANISONS LE BLOCAGE !

Lundi soir François Bayrou a donc jeté l'éponge. Mais les grandes manœuvres commencent déjà pour lui trouver un remplaçant. Comme si de nouvelles têtes allaient pouvoir nous faire avaler la même politique au service des capitalistes.

Derrière Bayrou ou son remplaçant, la politique du patronat à combattre

Les 44 milliards d'économies annoncés par Bayrou, c'est sur notre dos : 3 000 suppressions d'emplois et le blocage des salaires dans la fonction publique, des milliards d'économies dans les hôpitaux, la réduction des remboursements des médicaments et soins, l'augmentation des impôts pour les retraités, etc. Mais, pour les patrons, ce sont 211 milliards annuels de subventions, et l'explosion du budget de l'armée au profit des Dassault, Safran Thalès et autres. Sans oublier le vol annoncé de deux jours fériés, deux jours de travail supplémentaires, gratuits pour les patrons, après avoir déjà décidé de nous faire bosser deux ans de plus avant la retraite.

En orchestrant son départ deux jours avant le 10, Bayrou espérait peut-être désamorcer la mobilisation et la colère qu'a soulevée sa politique, en les ramenant au terrain parlementaire. C'est au contraire un encouragement pour faire du 10 une journée la plus massive possible, point d'appui pour aller vers un mouvement d'ensemble, une grève générale, pour en finir durablement avec ces gouvernements au service du patronat qui licencient, appauvrissent les salariés, les retraités, les sans-emplois, la jeunesse et mènent la guerre aux peuples. Pour cela, oui il faut tout bloquer : sur les lieux d'études, dans les quartiers et avant tout sur les lieux de travail, faire grève dans les transports, les établissements scolaires, les secteurs de l'énergie, la santé, la métallurgie, en s'organisant en assemblée générale et en comité de grève pour décider de la suite.

Ne laissons pas détourner notre lutte

À peine Bayrou sur le départ, ça s'est mis à frétiler chez les politiciens, à qui prendrait sa place. Tous parlent comme lui de « déficit budgétaire à résorber », d'« économies pour redresser la France ». À commencer par le socialiste Olivier Faure qui propose à Macron ses services comme Premier ministre en se faisant fort de ne faire que 22 milliards d'économies au lieu de 44. Toujours sur notre dos ! Il promet à Macron que son gouvernement « de

gauche » (mais sans LFI) ne gouvernerait que par consensus à l'Assemblée, avec la droite donc. Tout un programme.

Le parti le plus anti-ouvrier, le RN, veut, lui, de nouvelles élections législatives, histoire de détourner notre colère vers les urnes, espérant y glaner plus de députés qu'en juin 2024 et arriver aux manettes pour s'en prendre encore plus aux services publics et aux travailleurs immigrés.

Mais ce serait aussi une supercherie de croire qu'il suffirait que Macron dégage et de tout arrêter pour une nouvelle loterie présidentielle.

Non, notre force est dans nos luttes. Des luttes que nous devons diriger nous-mêmes, coordonner, étendre d'un secteur à l'autre, sans attendre pour cela les consignes des sommets des appareils syndicaux, plus prompts à jouer le rôle d'interlocuteurs responsables du pouvoir et du Medef que d'organiseurs des luttes. On vient de le voir avec le refus, au niveau intersyndical des confédérations nationales, de s'associer à l'appel du 10 septembre, pour ne mettre en scène qu'une journée d'action huit jours plus tard, le 18, sans un mot pour tous ceux qui ont prévu d'entrer dans la lutte dès le 10.

Qu'à cela ne tienne ! On saisira toutes les occasions et on commence par le 10.

Tous ensemble le 10 septembre et après pour nos revendications

Augmentation générale des salaires (au moins 400 euros par mois), pas de revenus inférieurs à 2000 euros net, interdiction des licenciements et embauches dans les services publics (hôpitaux, transports...), abrogation de la réforme de l'assurance chômage, retour à la retraite à 60 ans, etc. C'est toute la politique patronale qu'il faut leur faire ravalier.

Abonnez vous à la Newsletter du NPA Révolutionnaires de Grenoble :



Ce bulletin est le tien, fais le circuler ! Tu peux nous aider en informant. Prends contact avec nos militants :



NPA Grenoble Isère



npa.revo.grenobleisere



npa-révolutionnaires.org



npa.revo.grenoble



npa.grenobleisere@gmail.com

BRÈVES

Test EWS à Crolles, les mirages de la direction

Dans le cadre de la GEPP désormais ouverte, la direction de l'entreprise a présenté une restructuration des différents sites de l'entreprise. Le site de Tours est particulièrement touché par cette restructuration avec la délocalisation de plusieurs activités vers Catane et Singapour. La salle de test de Tours, alors prévue d'être déplacée vers Crolles, est finalement délocalisée à Singapour alors que l'accord a déjà été signé. Preuve est qu'on ne peut faire confiance à la direction quant à ses maigres garanties sur nos emplois.

Rachat à NXP : ST pas vraiment sur la paille

La direction a fièrement annoncé le rachat de l'activité de capteurs MEMs de NXP pour la somme de 950 millions de dollars. Si l'acquisition de technologies ou le rachat d'entreprises est monnaie courante pour les grandes entreprises, on ne peut ignorer le contexte des suppressions d'emplois. Exiger la transparence sur les comptes, c'est imposer au patronat de montrer à quoi sert les profits.

Trump nationalise 10% de Intel, et poursuit les licenciements

Le gouvernement Trump a récemment annoncé l'acquisition de 10% des parts d'Intel pour un montant d'11,1 milliards de dollars. Cette acquisition du gouvernement s'inscrit dans le cadre du "Chips and Science Act" dont le gouvernement Biden est à l'origine, et aurait pour but de "renforcer la souveraineté technologique des États-Unis". Cela n'empêche pas pour autant l'entreprise de mettre à la porte plus de 34 000 travailleurs rien que cette année.

Banques complices du génocide à Gaza

En mai-juin dernier, la CGT dénonçait l'implication dans le génocide en Palestine de la BNP et d'Amundi, candidates à la gestion de l'épargne salariale à ST-Micro. Ces banques entretiennent en effet des liens avec le marchand de canons israélien Elbit System.

Alors que Gaza a passé l'été sous les bombardements avant de subir désormais une nouvelle offensive terrestre, il est plus que salutaire de continuer à dénoncer la complicité des grandes puissances, dont la France, et de ses entreprises. La banque sélectionnée, Natixis, n'en est pas moins néfaste : spéculation sur les denrées alimentaires à la suite de la crise de 2008, condamnation pour discrimination raciste, implication dans le dossier de fraude fiscale CumEx files... C'est bien avec l'ensemble du système capitaliste qu'il faudra en finir pour se débarrasser des guerres, de la misère et des oppressions.

Aides publiques : l'État au service des capitalistes.

Le 8 juillet dernier, le Sénat a publié un rapport estimant à plus de 211 milliards d'euros le montant des aides publiques versées aux entreprises. Une publication qui vise notamment la direction de ST, bénéficiaire de 529 millions d'euros de subventions tout en supprimant 5000 emplois là où elle s'était engagée à en créer 1000. Le rapport exige un "choc de transparence", mais c'est une illusion de penser que l'État pourrait contrôler et contraindre les capitalistes plutôt que de les servir. Les salarié.e.s en revanche auraient bien des moyens pour imposer l'ouverture des comptes et pour contrôler sur pièce leur véracité.

MERCREDI 10 SEPTEMBRE : JOURNEE DE GREVE ET DE MOBILISATION !

MANIFESTATION A 16H AU DEPART DE LA PLACE VICTOR HUGO

ASSEMBLEE GENERALE POUR DISCUTER DES SUITES DU MOUVEMENT A LA FIN DE LA MANIFESTATION



NPA Grenoble Isère



npa.revo.grenobleisere



npa-révolutionnaires.org



npa.revo.grenoble



npa.grenobleisere@gmail.com